

**DISCOURS DE MONSIEUR LE REPRESENTANT DE LA FAO
A L'OCCASION DE LA CEREMONIE D'OUVERTURE
DE L'ATELIER DE VALIDATION DE L'ETUDE D'EVALUATION DES PERTES
APRES RECOLTE SUR LE SORGHO, LE MAIS ET LE NIEBE.
28 JUILLET 2016, Salle de conférence de la DGPER
OUAGADOUGOU**

- Monsieur le Secrétaire Général du Ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydrauliques,
- Madame la Représentante de la Direction du Développement et de la Coopération Suisse,
- Monsieur le Représentant du Programme Alimentaire Mondial,
- Monsieur le Directeur du Fonds International pour le Développement de l'Agriculture,
- Messieurs les Directeurs Généraux, Centraux et Régionaux,
- Messieurs les représentants des producteurs,
- Monsieur le Point Focal National,
- Honorables invités, Mesdames et Messieurs, Chers participants.

Je voudrais tout d'abord au nom de l'ensemble des trois agences du Système des Nations Unies basées à Rome en Italie (FIDA, PAM et FAO), remercier le Gouvernement pour avoir bien voulu nous associer à cette importante rencontre de validation de l'étude des pertes après récolte sur le sorgho, le maïs et le niébé.

En retour, les trois agences voudraient à travers ma modeste personne, réitérer leur attachement à toute initiative du Gouvernement en matière d'amélioration de la situation alimentaire et nutritionnelle des populations.

Monsieur le Secrétaire Général,
Honorables invités,
Mesdames et Messieurs,

Les Agences des Nations Unies basées à Rome (ABR) considèrent la réduction des pertes et gaspillages alimentaires, comme un moyen de renforcer la sécurité alimentaire et par conséquent de garantir la disponibilité et l'accessibilité à une alimentation équilibrée et constante pour tous.

C'est en cela, qu'elles se réjouissent de l'initiative prise par le Gouvernement du Burkina Faso de conduire cette étude pour faire suite à la décision prise par les Chefs d'Etats et de Gouvernement des pays de l'Union Africaine, de réduire de 50% les pertes alimentaires d'ici 2025.

Selon des prévisions de la FAO et de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) établie en 2012, la production alimentaire doit augmenter de 60% au cours des 40 prochaines années pour satisfaire la demande future d'une population mondiale croissante.

Face à cette réalité, plusieurs initiatives sont prises à travers le monde pour réduire de manière remarquable les pertes alimentaires estimées annuellement à 30% pour les céréales, 40 à 50 % pour les racines et tubercules, les fruits et légumes, 20% pour les oléagineux, la viande et les produits laitiers, et 30% pour les poissons.

Cela passe nécessairement par l'adoption de bonnes pratiques permettant de réduire les pertes après récolte à des échelles supérieures et d'options améliorées de gestion et de stockage des chaînes de valeur des filières prioritaires profitant aux petits producteurs.

Cela exige également, la mise en place d'un cadre politique et réglementaire concernant les politiques et les normes pour la réduction des pertes alimentaires dans les chaînes d'approvisionnement alimentaires aux niveaux national et régional.

Monsieur le Secrétaire Général,

Honorables invités,

Mesdames et Messieurs,

La tenue du présent atelier marque la fin de l'étude d'évaluation des pertes après récolte sur le sorgho, le maïs et le niébé. Cette étude a été réalisée dans trois pays couverts par le projet à savoir : le Burkina Faso, la République Démocratique du Congo et l'Ouganda sur des filières prioritaires jugées prioritaires par les Etats.

L'étude a permis d'une part d'évaluer les pertes après récolte et d'autre part, de cerner les perceptions des acteurs des filières concernées.

Je voudrais profiter de cet instant solennel pour réaffirmer engagement des trois agences à accompagner le Gouvernement pour la réplique de cette étude dans les mêmes régions et sur les mêmes filières afin de mieux appréhender les pertes après récoltes.

Il y a lieu cependant de noter que la vulgarisation des technologies éprouvées fait face à des pesanteurs socio-économiques qui nécessiteront plus d'engagements et d'efforts de la part des gouvernements.

Monsieur le Secrétaire Général,

Honorables invités,

Mesdames et Messieurs

Avant de terminer mon propos, je voudrais exprimer notre profonde gratitude aux Autorités de la Direction de Développement et de la Coopération Suisse qui ont bien voulu assurer le financement de cette étude.

Je voudrais enfin féliciter à Madame le Chef de projet et son équipe, les Consultants et les Points Focaux des ABR et toutes les personnes ressources pour leur engagement, leur accompagnement et l'organisation réussie de cet atelier.

Tout en réitérant nos vœux de réussite à vos travaux,

Je vous remercie de votre aimable attention